

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE**

2009

28 juil. Arrêté n° 21 MIPSP/DPSPEA du 28 juillet 2009 modifiant et complétant l'arrêté n° 005/MIDSP/DDSP du 6 avril 2004, constatant la fin de réalisation des travaux d'investissement et la mise en exploitation de la société COMPAGNIE HEVEICOLE DU CAVALLY (CHC), à Guiglo. 588

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et Annonces

589

PARTIE OFFICIELLE

ACTES PRESIDENTIELS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI n° 2009-249 du 3 août 2009 autorisant le Président de la République à ratifier le traité d'amitié et de coopération entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, signé le 29 juillet 2008.

L'ASSEMBLEE NATIONALE A ADOPTE,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier. – Le Président de la République est autorisé à ratifier le traité d'amitié et de coopération entre la République de Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, signé le 29 juillet 2008 à Ouagadougou (Burkina Faso).

Art. 2. – La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 3 août 2009.

Laurent GBAGBO.

LOI n° 2009-250 du 3 août 2009 autorisant le Président de la République à ratifier le seizième Protocole consolidé à la Déclaration du Fleuve Mano.

L'ASSEMBLEE NATIONALE A ADOPTE,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier. – Le Président de la République est autorisé à ratifier le seizième protocole consolidé à la déclaration du Fleuve Mano.

Art. 2. – La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 3 août 2009.

Laurent GBAGBO.

LOI n° 2009-251 du 3 août 2009 autorisant le Président de la République à ratifier la Charte africaine de la Jeunesse, adoptée le 2 juillet 2006 à Banjul (Gambie).

L'ASSEMBLEE NATIONALE A ADOPTE,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier. – Le Président de la République est autorisé à ratifier la Charte africaine de la Jeunesse, adoptée le 2 juillet 2006 à Banjul (Gambie).

Art. 2. – La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.
Fait à Abidjan, le 3 août 2009.

Laurent GBAGBO.

LOI n° 2009-252 du 3 août 2009 autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord portant création de l'Institut africain de Réadaptation, adopté en juillet 1985 à Addis-Abeba (Ethiopie).

L'ASSEMBLEE NATIONALE A ADOPTEE,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier. – Le Président de la République est autorisé à ratifier l'Accord portant création de l'Institut africain de Réadaptation, adopté en juillet 1985 à Addis-Abeba (Ethiopie).

Art. 2. – La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 3 août 2009.

Laurent GBAGBO.

DECRET n° 2009-295 du 10 septembre 2009 portant ratification et publication de la Charte africaine de la Jeunesse, adoptée le 2 juillet 2006 à Banjul (Gambie).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre des Affaires étrangères ;

Vu la Constitution ;

Vu le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du 16 décembre 1966 ;

Vu la loi n° 2009-251 du 3 août 2009 autorisant le Président de la République à ratifier la Charte africaine de la Jeunesse adoptée le 2 juillet 2006 à Banjul (Gambie) ;

Vu la Charte africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant, de juillet 1990 ;

Vu le décret n° 61-157 du 18 mai 1961 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la République de Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement,

DECRETE :

Article premier. – Est ratifiée la Charte africaine de la Jeunesse adoptée le 2 juillet 2006 à Banjul (Gambie).

Art. 2. – Cette Charte sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Art. 3. – Le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs, le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 10 septembre 2009.

Laurent GBAGBO.